

Elections législatives du 21 mars 1993
3 Circonscription du Bas-Rhin

AGIR ENSEMBLE POUR UNE POLITIQUE AUTREMENT

VOTEZ

Jean-Marie DUPUY
Professeur d'histoire-géographie
de l'enseignement secondaire

Suppléant : René JEANVOINE
Correcteur en retraite
Militant du mouvement associatif

Présentés par le P.C.F.

LA POLITIQUE EN CRISE

Dans les dernières années, tous les schémas anciens ont été remis en cause :
- le "communisme", tel qu'il était pratiqué à l'Est, et que nous avons trop longtemps soutenu, s'est effondré.
- le libéralisme, le tout Privé, style Mme Tatcher ou Reagan ont conduit à l'impasse et au chômage. Les Américains les ont sanctionnés en élisant Clinton.

Il nous faut dépasser les tares et impasses du capitalisme sans renier ses acquis, et au contraire les porter plus loin. Il faut remettre l'homme au centre de toutes choses.
Dans cet esprit, nous vous proposons d'agir ensemble pour changer progressivement mais radicalement les conceptions et méthodes de l'action politique.
Nous voulons mettre en œuvre une culture du débat contradictoire et constructif, au-delà du vieux clivage majorité-minorité. Nos différences peuvent nous enrichir les uns et les autres.
Chaque citoyenne, chaque citoyen pourra alors s'approprier la Politique, enfin réhabilitée et moralisée.
Pour cela, il faut une nouvelle conception du rôle de l'élu.

LA NOUVELLE CONCEPTION DU ROLE DE L'ELU

Toutes sortes d'affaires, de scandales, de corruption empoisonnent la vie publique et provoquent un dégoût qui discrédite les hommes politiques.
Permettez-nous de faire remarquer qu'aucun élu communiste n'y est mêlé, et que c'est en vain que l'on a essayé, ici et là, de leur "accrocher des casseroles".
Sans doute savez-vous que les députés et sénateurs communistes cèdent leurs indemnités à leur parti. Celui-ci leurs ristourne l'équivalent du salaire d'un métallurgiste de la région parisienne (entre 9000,-F et 10 000,-F). On peut être pour ou contre, mais on ne peut pas suspecter un élu communiste de vouloir s'enrichir.
Il faut aller plus loin : un élu doit être, en tout premier lieu, responsable DEVANT SES ELECTEURS plus que devant son parti.
S'il est juste qu'il ait des garanties juridiques dans l'exercice de son mandat, il faut aussi élaborer une législation, un réglement permettant le contrôle des élus.
Il faut prévoir des sanctions (avertissement, blâme et même révocation) contre les manquements éventuels du député à sa tâche : absentéisme, désinvolture, corruption, et instaurer une limite d'âge.
Chaque député doit s'engager à tenir au moins une fois par mois une permanence dans sa circonscription.

METTRE LE PLEIN EMPLOI AU CŒUR DES ENJEUX POLITIQUES

Le chômage et la précarité de l'emploi empoisonnent la vie sociale et brisent des êtres humains.
Les richesses produites en France devraient moins servir à l'accumulation du capital et à l'alimentation de la spéculation financière, mais plus au développement des capacités humaines et à la création d'emplois.
Le bénéfice ne devrait pas être essentiellement basé sur une politique de compression d'emplois, mais sur celui d'efficacité accrue.
Des crédits substentiels devraient être accordés aux entreprises par la mise en place de conventions Etat-Région-Entreprises pour stimuler la création d'emplois.

Des commissions départementales seront chargées de contrôler l'application de ces subventions et l'utilisation des fonds (235 milliards en 1992).
Pour sortir de l'impasse du libéralisme et de la subordination au capital privé, l'Etat devrait stimuler, dynamiser et développer les sociétés déconomie mixte.

LE LOGEMENT

Au cœur du vécu quotidien figure aussi le logement social et privé. Pour le logement social il faut prévoir une augmentation de l'aide de l'Etat qui est en diminution de 30% depuis 1960.
Diminuer les charges des organismes H.L.M. par la réduction des taux d'intérêts des emprunts nécessaires aux sociétés d'H.L.M. pour le financement de la construction et de la réhabilitation.
Supprimer la TVA sur le coût des travaux HLM pour assurer un meilleur financement du logement social et garantir un loyer supportable par les locataires.
Instaurer une véritable consultation des locataires pour établir une nouvelle dimension d'un partenariat avec les organismes d'HLM.
Le logement privé doit également bénéficier de l'aide de l'Etat à la construction et à la réhabilitation, garantissant en contrepartie des loyers abordables.

GARANTIR LA SECURITE

Un Etat digne de ce nom se doit de protéger la propriété privée et collective honnêtement acquise.
La délinquance, le vandalisme, le trafic de drogue sont des ferments de dissolution sociale et de violence. Il faut les combattre :
- par la prévention : réduire l'échec scolaire, généraliser

l'ilôtage des cités "chaudes" par du personnel compétent.
- par la répression, s'il le faut. Le laxisme, en ce domaine, révolte les victimes. Les peines doivent être soigneusement étudiées, même pour les mineurs (travaux d'utilité publique, par ex.) afin d'éviter le glissement de la petite à la grande délinquance.
- par la réinsertion : des professionnels et des bénévoles se dévouent déja dans ce domaine. Il faut que les pouvoirs publics y mettent les moyens, en personnel et en finances.

MAITRISER L'IMMIGRATION

Le racisme et la xénophobie nous font horreur. Mais l'immigration pose de vrais problèmes. Il faut les maîtriser.
- stopper l'immigration légale (sauf cas particuliers : étudiants, travailleurs saisonniers...)
- combattre résolument l'immigration illégale, par exemple en recrutant plus d'inspecteurs du travail pour repérer et démanteler les ateliers clandestins.
- faire respecter la législation française, en sanctionnant les abus du regroupement familial, la polygamie, l'excision des fillettes, etc... Veiller à ce que la célébration du mariage d'un étranger soit subordonnée à la légalité de sa présence.
- pour une solution durable, impulser une politique de développement économique et de formation dans les pays d'origine de l'immigration.
Les droits et devoirs de la vie commune sont une exigence qui s'impose à tous et qui ne souffre aucune exception.
Enfin, est-il normal de se faire traiter de raciste lorsqu'on critique un délinquant immigré ? NON, absolument pas.

BILINGUISME : UNE RICHESSE POUR L'ALSACE

Toute polémique mise à part, il est clair que l'allemand est l'expression écrite de notre dialecte.
Il faut offrir à tous les enfants la possibilité d'accéder à l'enseignement de l'allemand tout au long de la scolarité.
Il faut pour cela, dès la maternelle, un enseignement adapté (français et allemand) par des maîtres qualifiés, accessible à tous ceux qui le désirent, bien au-delà des quelques expériences "alibi" qui existent déjà, en particulier aux enfants dialectophones.
Considérer la maîtrise des deux langues comme une grande richesse intellectuelle et un épanouissement démocratique de la nation française.

MAINTIEN DU DROIT LOCAL

Garantir la pérennité du régime local de la protection sociale en Alsace-Lorraine. Maintien de tous les droits acquis du régime de retraite. Maintien de la législation dite "concordataire" des cultes. Garantir le maintien de la législation sur le droit de chasse en Alsace-Lorraine, indispensable à la sauvegarde de la nature. Sauvegarder les acquis du droit local communal.

ENSEIGNEMENT ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Une politique démocratique et moderne de l'Education Nationale doit répondre aux impératifs économiques, sociaux et culturels du développement de la France.
Cela suppose une participation plus importante au financement des équipements scolaires, pour réduire le transfert de charges sur les collectivités locales.
Il est nécessaire d'améliorer les conditions de travail des élèves et des maîtres, en nombre insuffisant, pour combattre l'échec scolaire.
Un enseignement technologique et professionnel de qualité doit garantir l'élévation de la qualification des salariés.
Enfin la revalorisation matérielle et morale de la fonction enseignante est indispensable et justifiée.

L'ECOLOGIE

Soutien aux actions internationales et nationales, comme celle du commandant Cousteau pour la protection de notre planète.
Etablir une charte de protection de la nature.
Favoriser, respectivement imposer le transport ferroviaire TGV marchandises pour réduire la pollution et les risques produits par le transport sur route.
Pénalisation plus sévère des pollueurs industriels..

UNE ADMINISTRATION AU SERVICE DU PUBLIC

Développement d'un service public dynamique, efficace et moderne.
Redéfinir les critères de financements publics.
Transparence et contrôle des bénéficiaires de fonds publics.
Pour répondre aux besoins des usagers il faut arrêter la réduction des effectifs.

L'EUROPE

Il faut être fondamentalement pour l'Europe qui doit satisfaire les exigences de liberté et de progrès. (Pas pour l'Europe des Hoover ou des Grundig).
Nous devons combattre la dictature du marché financier mondial pour obtenir une COOPERATION financière et technologique qui est une des obligations pour aller ensemble vers la création d'emplois.
La COOPERATION politique et économique doit devenir l'affaire des peuples.
Enfin l'Europe doit apporter un soutien aux forces anti-nationalistes des Balkans. Si le droit à l'autodétermination est inaliénable, le droit à l'entente sur un même territoire et avec leurs voisins l'est aussi.

L'AGRICULTURE

Refus du "diktat" américain du GATT et des "eurocrates". Protéger la production agricole française et européenne.
Alléger les dettes des petits producteurs.
Réorganiser le rendement et la productivité épuisante pour les hommes et l'environnement.
Garantir le subventionnement de la protection sociale et du régime local des accidents du travail en agriculture.

Nos moyens financiers ne nous permettent pas d'imprimer cette circulaire en ALLEMAND, nous le regrettons.

VU LE CANDIDAT

JCF Impressions